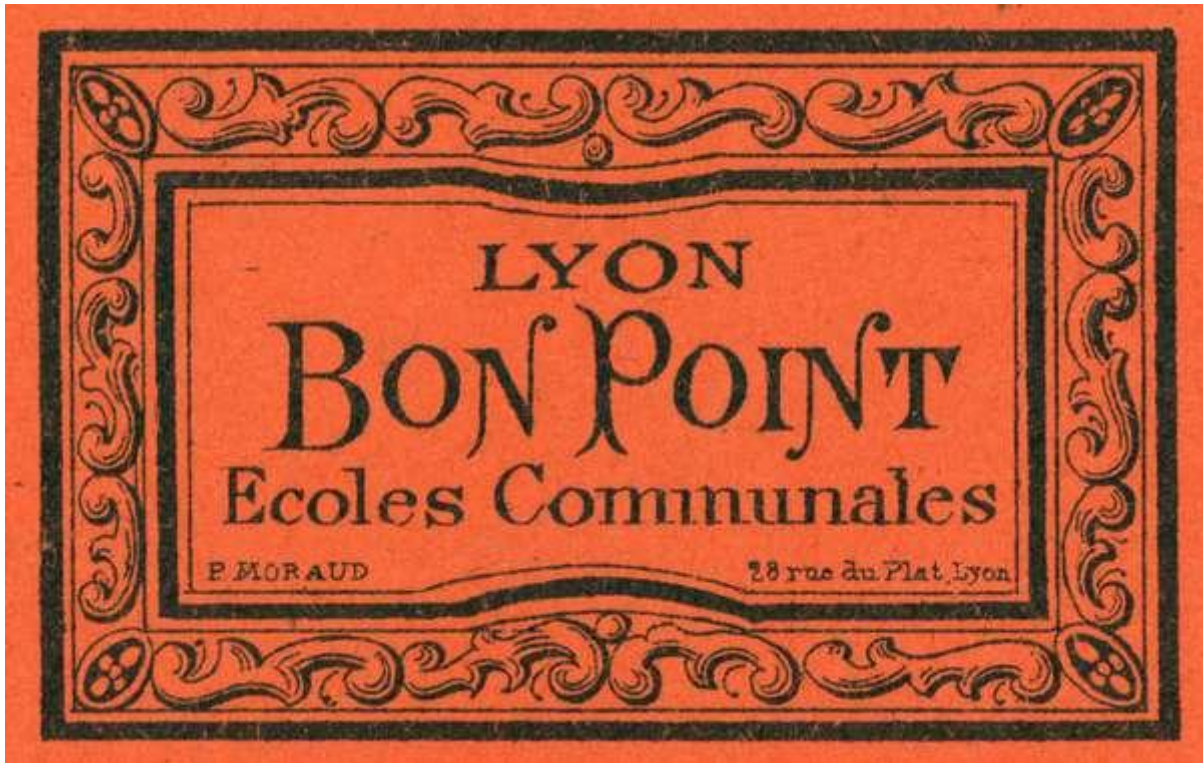


## Méritocratie...? Elitisme, sélection : vérités et illusions



Pour aborder ce sujet d'actualité, en cette période intense d'examens et de concours, le premier article est celui de David Guilbaud, jeune énarque issu de la classe moyenne et auteur d'un essai *L'illusion méritocratique*, qui déconstruit le mythe d'un système scolaire français qui permettrait une ascension sociale.

Selon lui, le discours à Sciences Po comme à l'ENA persuade leurs promotions d'être l'élite de la nation à qui il ne sera plus jamais demandé de faire ses preuves et qui bénéficiera toujours d'un *a priori* favorable dans le futur. L'auteur s'oppose ensuite au discours méritocratique « quand on veut, on peut » qui est en contradiction avec les rigidités de notre société : cette réalité sociale pourrait, d'après l'auteur, expliquer les mouvements actuels des 'gilets jaunes'.

A propos des oraux à l'ENA, l'auteur n'hésite pas à parler de théâtre dont les codes seraient uniquement maîtrisés par ceux qui y sont sensibilisés depuis longtemps.

Il rappelle après que la méritocratie est issue de la Révolution française, par l'abolition des privilèges féodaux et où la réussite n'est plus déterminée par la naissance mais par les efforts de chacun : cette fiction méritocratique est, selon lui, un principe de légitimation extrêmement puissant pour les catégories sociales dominantes, qui peuvent proclamer qu'elles ont mérité leur sort. Il en vient ainsi à la mobilité sociale finalement très limitée... et qui peut malheureusement fonctionner, pour les moins favorisés, également de façon descendante !

D. Guilbaud conclut sur les dispositifs d'égalité des chances qui donnent des résultats finalement marginaux mais qu'il vaut mieux conserver même s'ils servent de « bonne conscience aux défenseurs d'une organisation sociale inégalitaire dont ils bénéficient », et à laquelle ils doivent le fait qu'ils se situent en haut de la pyramide. Selon lui, il faut cependant penser plus loin et s'interroger sur les moyens d'atteindre une plus grande égalité des places en réduisant les inégalités dans la société.

Le second article est une interview de Didier Eribon, sociologue et philosophe, issu d'un milieu ouvrier, auteur de livres dont son succès *Retour à Reims* (2009), récemment mis en scène à Paris et sélectionné comme thème du concours de l'IEP de Grenoble en 2019. Comme lui, les jeunes qui changent de classe sociale grâce à leurs études qu'il appelle « transfuges de classe » sont uniquement représentatifs des failles d'un système, installé au profit des classes aisées. Depuis dix ans, ce livre a déclenché, par les témoignages rapportés à l'auteur, une sorte de 'coming out' social généralisé.

Selon l'auteur, le système scolaire vous marque à vie selon le type et la durée de vos études. Aussi, pour les enfants de parents modestes qui réussissent, cela peut entraîner un écart voire des conflits entre générations qui ne vivent pas la même chose et donc ne se comprennent plus. Ainsi, être un « transfuge de classe » a un prix à payer : la mise à distance de la famille. Pour D. Eribon, ce fut encore plus violent, puisqu'il a même fui sa famille pour vivre son homosexualité.

Son livre, *Retour à Reims*, est animé par une critique radicale de l'idéologie méritocratique qui ne sert qu'à justifier la reproduction des classes sociales. Il faut, comme lui, avoir échappé au système d'élimination du système scolaire pour en comprendre les mécanismes. Et même pour un « transfuge de classe », les privilèges ne seront pas les mêmes : le « transfuge » réussira dans une université de province alors que l'enfant de classe favorisée fera une grande école après une classe préparatoire. Il en vient ainsi à critiquer les classes préparatoires et donc « les grandes écoles qui ne sont pas un système scolaire mais un système social ». Il ne croit pas plus en Parcoursup qui, selon l'auteur, est une absurdité technocratique vouée, au travers d'algorithmes, à figer encore plus l'orientation des lycéens.

Enfin, le troisième texte pourrait être aussi celui d'une « transfuge de classe » ou plutôt d'une « imposteure » comme elle aime à définir le syndrome contre lequel elle se bat encore parfois. C'est un résumé de la vie d'une jeune femme, Jeanne Parmentier, issue de la classe moyenne, qui, par une découverte des sciences à travers *Sciences et vie*, sa brillance, une inscription au lycée Lakanal et sa confiance en soi, entre à l'ENS Ulm en physique par un concours républicain très sélectif : elle y découvre alors « un gouffre social » entre son propre vécu et celui de ses camarades. Comme elle le souligne, le souci n'était pas la distance ou la froideur des autres étudiants à son égard mais un vrai problème structurel de ce type de concours qui génère des promotions grandement homogènes dans leur monotonie sociale. Ainsi, il lui a fallu accéder, en accéléré, à toute une culture qu'elle n'avait pas eu l'occasion d'acquérir auparavant.

Aujourd'hui, à 34 ans, elle a décidé d'arrêter la recherche et a aidé à la création de l'Institut Villebon-Georges-Charpak, institut scientifique, rattaché à Paris-Orsay, où elle se consacre à l'innovation pédagogique. Elle travaille ainsi sur les problèmes qu'elle a rencontrés dans cet institut constitué à 70% de boursiers, des élèves recrutés sur leur motivation : elle est une « passeuse » entre deux mondes qui s'enrichiraient à se rencontrer. Elle s'insurge face au discours « quand on veut, on peut » : on peut aussi avoir besoin de quelqu'un pour nous aider à cheminer, doucement, plus haut ou plus loin.

Ces trois textes se rapprochent dans leur critique, plus ou moins violente, d'un système scolaire méritocratique qui n'en est finalement pas un puisqu'il sert surtout à justifier une reproduction sociale programmée. L'adage « quand on veut, on peut », que l'on retrouve chez deux des trois auteurs et maladroitement inséré dans certains propos au plus haut de l'Etat, ne correspond pas à la réalité car dans un système scolaire formaté et compétitif, une aide serait parfois utile pour certains afin qu'ils puissent aussi réussir (J. Parmentier) ou bien ne servirait que de « bonne conscience » aux classes favorisées (D. Guilbaud). Encore plus acerbe, l'ascension sociale par l'éducation n'est simplement que le reflet des failles du système (D. Eribon) : cela générerait-il des « erreurs » ou les « justificatifs » du système méritocratique ?

Il est à noter que deux des trois auteurs (D. Eribon et J. Parmentier) font référence à P. Bourdieu, éminent sociologue de la seconde moitié du XX<sup>ème</sup> siècle, dont l'analyse de la structure sociale et donc ce qui l'a régie, reste et demeure toujours aussi pertinente.

Il est intéressant également de rapprocher ces textes d'un livre récent *Les Invisibles de la République* de Salomé Berlioux et Ekkri Maillard qui démonte les mécanismes d'un système scolaire qui oublie toute une partie de la jeunesse, éloignée des métropoles. Les portraits de cette jeunesse, représentant 60% des étudiants, mettent en relief combien l'éloignement des grands centres, le manque d'information, de connaissance et l'autocensure voire la peur peuvent décider des choix d'orientation de tous ces jeunes. Pas d'indignation, pas de révolte mais une démonstration par le constat sur la façon dont les choix d'orientation se déroulent. Avec en ligne de mire, une cartographie des lycées qui permettra ou pas d'accéder à telle ou telle formation.

Cependant, des choses changent, évoluent : certains écoles (récemment de nombreuses écoles de commerce) suppriment progressivement les épreuves écrites -exigeant apprentissage d'une méthode et mémorisation d'un contenu- de leurs concours pour diversifier leur recrutement. Elles tendent désormais d'élargir leur panel d'étudiants par la mise en place, au-delà des Conventions d'Education Prioritaires, d'un dossier dont, cependant, les classes aisées connaissent parfaitement les clés et des épreuves orales pour éviter de manquer les profils ou personnalités qu'une épreuve écrite aurait éliminés (à Sciences Po, un professeur avouait à D. Guilbaud reconnaître les copies CEP par leur « côté scolaire »).

Est-ce la voie également imaginée par le Ministre de l'Education Nationale, J.-M. Blanquer, quand il parle d'une « école de la confiance » ou lorsqu'il met en place un grand oral pour le futur baccalauréat ?

**Meije Dumont (TES2), le 22 Février 2019**